



ÉLABORATION DU
SCHÉMA DIRECTEUR
DÉVELOPPEMENT DURABLE
& RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE
DE L'UNIVERSITÉ CLERMONT AUVERGNE

**BILAN DE LA
CONSULTATION
DE LA COMMUNAUTÉ
UNIVERSITAIRE**

CONSULTATION DES PERSONNELS DE L'UNIVERSITE CLERMONT AUVERGNE SUR LEURS PERCEPTIONS ET PRATIQUES DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOCIETALE

Afin de dresser un état des lieux des perceptions des grands enjeux de la transition écologique et sociétale, l'UCA a mené début 2024 une large consultation auprès de l'ensemble de la communauté universitaire, étudiant-es comme personnels. La finalité de la démarche est d'alimenter le Schéma Directeur Développement Durable et Responsabilité Sociétale (DD&RS). Les publics et préoccupations différant, deux questionnaires ont été diffusés. Vous trouverez ici les résultats de l'enquête administrée aux personnels.

Une consultation suivie par les personnels

L'enquête a été bien suivie par les personnels, avec un total de 1 310 réponses complètes, soit un taux de participation à 34,9%, témoignant ainsi d'un intérêt certain pour la thématique abordée. Malgré un taux de réponse satisfaisant, plusieurs groupes sont surreprésentés. Ainsi, il y a plus de réponses des personnels BIATSS par rapport aux personnels d'enseignement et de recherche. Il en va de même pour les personnes possédant un contrat pérenne (titulaire, CDI), qui répondent plus que les personnes contractuel-les. Les femmes sont également en légère surreprésentation. (cf. tableau 1)

Les choix méthodologiques ont amené à effectuer un redressement selon deux variables : le genre et le type de contrat (temporaire et pérenne).

Tableau 1 – Structure de répartition des personnels par catégories

| | Ensemble UCA Valeur de référence ¹ | Echantillon UCA Valeur observée |
|--|--|------------------------------------|
| Femmes | 54.1 % | 60.08 % |
| Hommes | 45.9 % | 38.85 % |
| Autres | N.C | 1.07 % |
| Contrat pérenne | 65.55 % ² | 81.53 % |
| Contrat temporaire | 34.45 % | 18.47 % |
| Personnel BIATSS | 42.44 % | 57.56 % |
| Personnel d'enseignement et recherche ³ | 57.56 % | 38.09 % ⁴ |

Lecture : la proportion du personnel BIATSS au sein de l'UCA est de 42.44%. Parmi les personnes ayant répondu à l'enquête, on compte 57.56% de personnels BIATSS.

¹ Source : RSU 2022

² Ce chiffre inclus les personnes en situation de CDI.

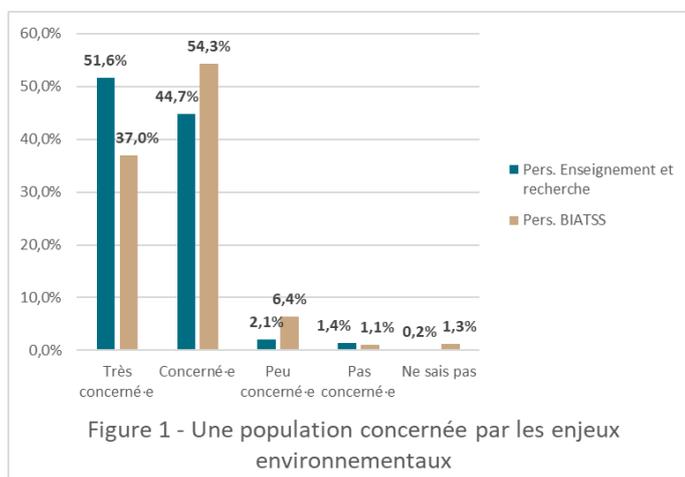
³ Les chiffres présentés ici ne comprennent pas les doctorant-es. Néanmoins, pour les besoins de l'enquête, les doctorant-es ont été ajouté-es à cette catégorie.

⁴ Ce chiffre passe à 42,44% lorsque l'on y ajoute la part des doctorant-es, chiffre sur lequel se base l'enquête lorsqu'il est question du personnel d'enseignement et de recherche.

Des personnels concernés par les sujets environnementaux

Les personnes ayant répondu se déclarent globalement concernées ou très concernées par la problématique environnementale (93,8% au total). Ce résultat masque néanmoins une disparité de réponses, le personnel d'enseignement et de recherche se sentant fortement concerné par la question, plus que le personnel BIATSS. (cf. figure 1)

Cette donnée est néanmoins à prendre avec précaution, les trois principaux instituts ayant répondu sont dans l'ordre l'ILLSHS, l'ISVSAE et l'IDS, des instituts dont les questions de transition écologiques et sociétales peuvent être au cœur des thématiques abordées.



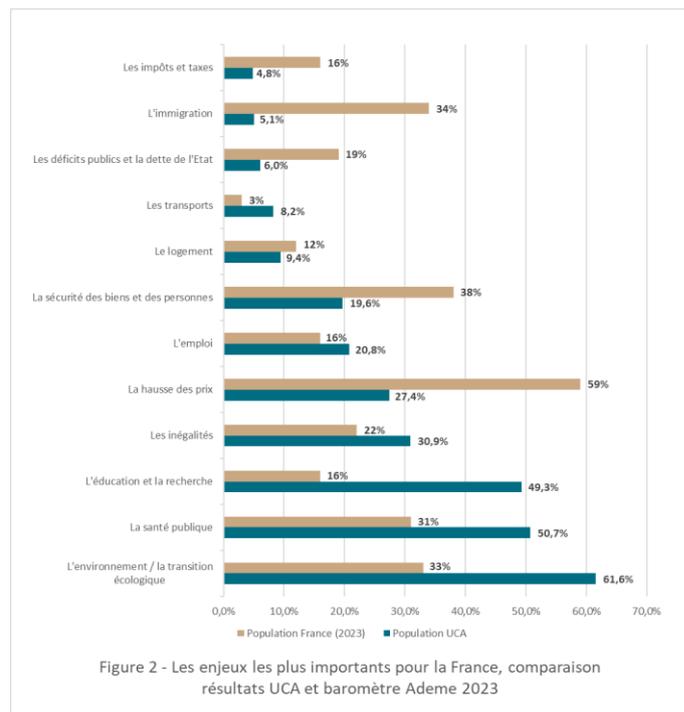
Question : A quel point vous sentez-vous concerné-e par la problématique environnementale ? (n = 1310)

Lecture : 54,3% des répondant-es appartenant au groupe des personnels BIATSS indiquent se sentir concerné-e par la problématique environnementale

L'environnement, au cœur des préoccupations des répondant-es, aux côtés des inégalités sociales

Cet intérêt pour la question environnementale à l'UCA se retrouve bien dans les priorités mises en avant par les répondant-es en ce qui concerne les enjeux les plus importants au niveau national. Ainsi, parmi un ensemble de thématiques proposées, 61,6% des personnes de l'UCA ont placé

l'environnement en tête, et 30,9% le traitement des inégalités. (cf. figure 2)



Question : « Dans cette liste, quels sont les sujets qui vous paraissent les plus importants aujourd'hui pour la France ? » [3 choix possibles] (n = 1310)

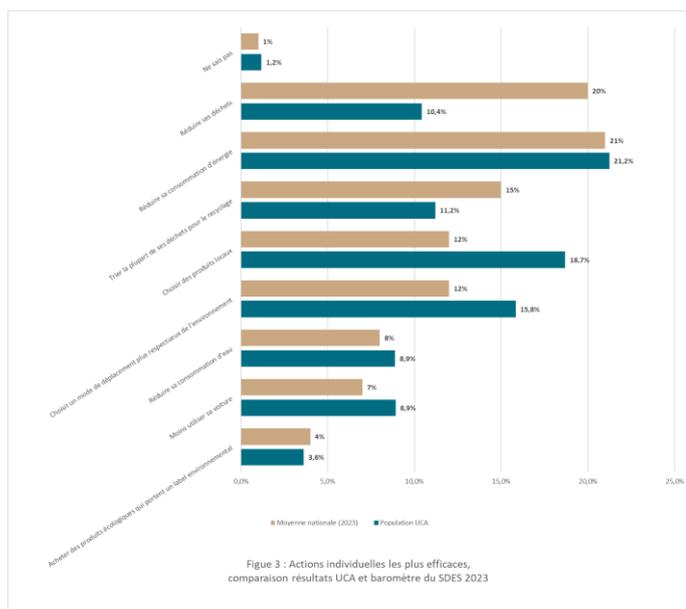
Lecture : 50,7% des répondant-es de l'UCA considèrent que la santé publique fait partie des trois sujets les plus importants à traiter au niveau national.

La population UCA se démarque fortement de la moyenne nationale, recueillie dans le baromètre annuel « Les représentations sociales du changement climatique » 2023 de l'ADEME⁵. Ainsi, les thématiques les plus plébiscitées par la population française le sont moins par l'UCA, dans des proportions parfois très importantes comme sur l'immigration, que seulement 5,1% de l'UCA a placé comme un enjeu important contre 34% pour la moyenne nationale. Ces écarts sont peu surprenants : les résultats sont issus d'une enquête interne et non nationale, dans un secteur d'activité particulier.

⁵ Baromètre « Représentations sociales du changement climatique » : 23^{ème} vague (2023), ADEME <https://librairie.ademe.fr/changement-climatique/5917-representations-sociales-du-changement-climatique-23-eme-vague-du-barometre.html>

Pour autant, cette différence se retrouve moins lorsque l'on demande aux participant-es les deux actions les plus efficaces à mettre en œuvre. Ainsi, les réponses du personnel UCA est cette fois beaucoup plus proche de la moyenne nationale établie par le baromètre « Société et environnement »⁶.

Les déchets sont moins perçus par le personnel de l'UCA comme une action efficace par rapport à une moyenne nationale. Les répondant-es lui préfèrent la question des transports, ainsi que de la consommation de produits locaux. (cf. figure 3)



Question : Pour protéger l'environnement, quelles sont pour vous les deux actions individuelles les plus utiles à mettre en place ? (n = 1310)

Lecture : 18,7% des répondant-es de l'UCA ont sélectionné « choisir des produits locaux » comme faisant partie d'une des deux actions les plus utiles à mettre en place au niveau individuel.

Des priorités proches du quotidien

Parmi les thématiques jugées prioritaires pour l'Université, les personnels de l'Université mettent avant tout en avant des actions sociales telles que la QVCT (Qualité de Vie et Conditions de Travail) et la politique salariale (cf. figure 4). Une autre thématique plébiscitée par plus d'une personne sur deux est la rénovation bâtementaire, sans pour autant pouvoir en déterminer les raisons (confort au travail, préoccupation écologiste, etc.)

Les différences de genre sont relativement faibles, mais certains sujets sont plus plébiscités par les femmes, notamment sur ce qui est le plus susceptible de les toucher au quotidien : l'égalité et la lutte contre les discriminations.

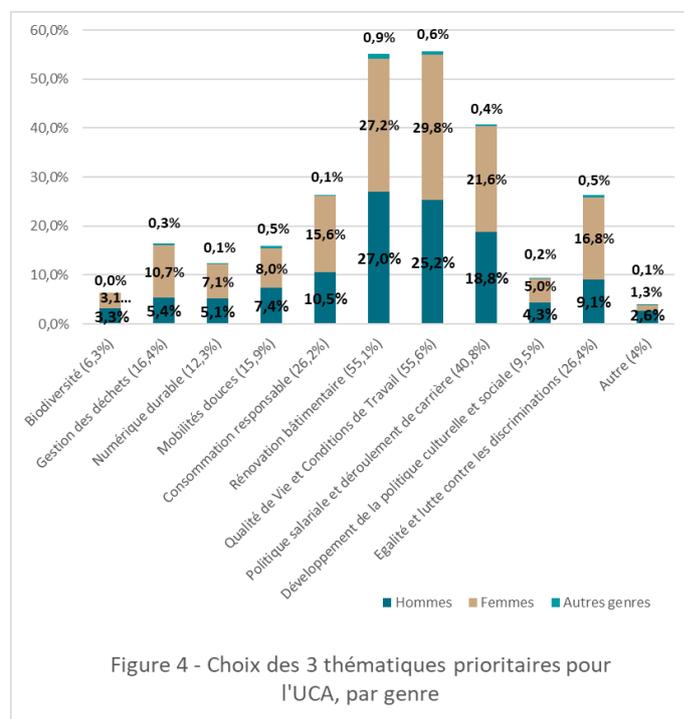


Figure 4 - Choix des 3 thématiques prioritaires pour l'UCA, par genre

Question : Parmi ces thématiques, lesquelles vous semblent prioritaires pour l'UCA ? (3 réponses maximum) (n = 1310)

Lecture : Parmi les répondant-es ayant choisi « égalité et lutte contre les discriminations » comme une des trois thématique qu'ils jugent prioritaires, 16,8% sont des femmes, 9,1% des hommes et 0,5% d'un autre genre, totalisant 26,4% des réponses.

Une appréciation différenciée selon les thématiques

Les participant-es ont un avis plus tranché sur les thématiques sur lesquels ils peuvent avoir un impact, où qui les touchent au quotidien. Ainsi, à la question « Au sein de votre lieu de travail, diriez-vous que le tri des déchets est... ? », seul 5,4% a coché la case « ne sais pas ». Il en est de même pour la question « Mettez-vous en place des actions pour diminuer votre empreinte numérique au travail ? », seul 8% ne sais pas apprécier la question. A l'inverse, sur la question des achats, 89,2% des répondant-es n'ont pas connaissance de critères d'achats durables que pourrait utiliser l'Université.

⁶ Baromètre « Société et Environnement », service statistique du ministère de la Transition écologique (SDES) <https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/pratiques-environnementales-des-francais-en-2022-agir-lechelle-individuelle?rubrique=38&dossier=231>

De la même manière, lorsque l'on pose la question de l'appréciation des services, offres et dispositifs proposés par l'établissement, ceux que les personnels savent le mieux évaluer sont ceux qu'ils ou elles sont le plus susceptibles de contacter dans leur quotidien, principalement l'offre de culture et de loisirs proposée par le CLASS (22% seulement de « ne sais pas »⁷) et les actions de prévention et de santé au travail (35,6% de « ne sais pas »). A l'inverse, certains dispositifs méconnus peinent à être évalués, comme le dispositif de médiation (87,4% de « ne sais pas »).

Dans le détail, les personnes ayant sollicité les dispositifs sont beaucoup plus à même de les évaluer, faisant drastiquement baisser les options « ne sais pas » (moins de 15% pour la plupart). La plupart des dispositifs sont ainsi jugés positivement, souvent à hauteur de 70/80%⁸. Seuls trois dispositifs parmi tous ceux testés font exception, et sont plus éparses dans les appréciations : la cellule Alex, la cellule RPS (Risques Psycho-Sociaux) et le médiateur. (cf. figure 5)

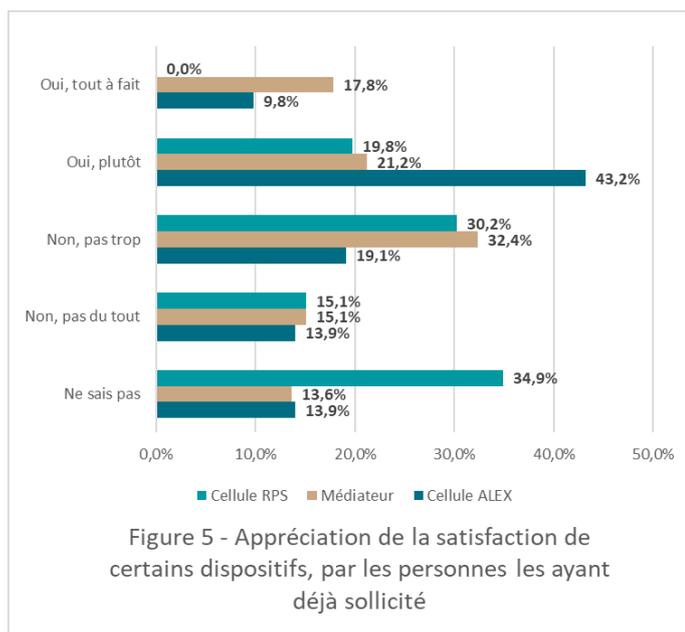


Figure 5 - Appréciation de la satisfaction de certains dispositifs, par les personnes les ayant déjà sollicité

Question : « Selon vous, les services, offres et dispositifs proposés sont-ils satisfaisants ? », croisé avec les réponses « oui » à la question « Au cours des 12 derniers mois, avez-vous sollicité et/ou bénéficié des services suivants » [Médiateur (n = 8) ; Cellule RPS (n = 51) ; Cellule Alex (n = 38)].

Lecture : Parmi les personnes ayant sollicité la cellule RPS au cours des 12 derniers mois, 15,1% des personnes n'en sont pas du tout satisfaites.

⁷ Parmi les personnes ayant répondu à la question.

⁸ Addition des réponses « oui » et « plutôt oui »

On retrouve cette dichotomie lorsqu'est posée l'évaluation générale de la politique de l'Université sur de grandes thématiques. Sur les sujets environnementaux, les personnels sont 36,3% à ne pas avoir d'avis, alors que sur la politique de qualité de vie et conditions de travail, ils ne sont plus que 20,3%.

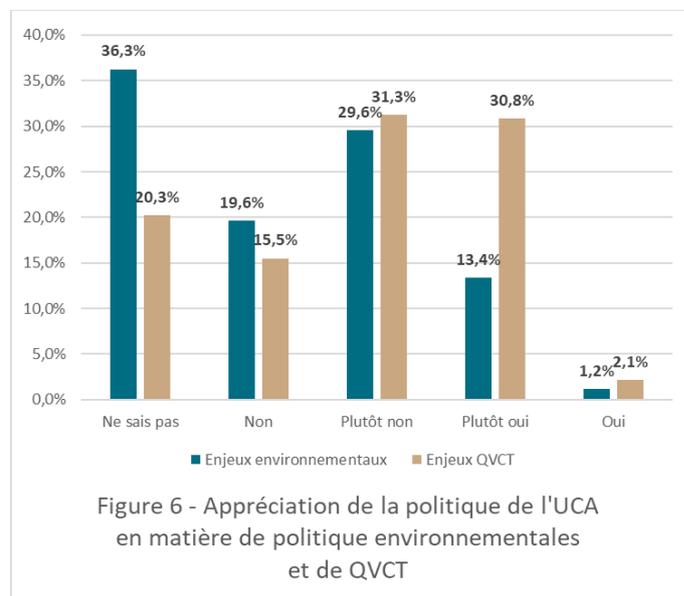


Figure 6 - Appréciation de la politique de l'UCA en matière de politique environnementales et de QVCT

Questions : « Selon vous, la politique de l'UCA est-elle à la hauteur des enjeux en matière de Qualité de Vie et Conditions de Travail ? » (n = 1310) et « Selon vous, la politique de l'UCA en matière environnementale est-elle à la hauteur des enjeux environnementaux ? » (n = 1310)

Lecture : Pour 15,5% des répondant-es, la politique de QVCT de l'Université n'est pas à la hauteur des enjeux.

Ces chiffres montrent par ailleurs que parmi les personnes ayant un avis sur ces sujets, la majorité des personnes trouvent que les politiques menées ne sont pas à la hauteur des enjeux, surtout sur la question environnementale. A l'inverse, pour la question des enjeux liés à l'égalité, 48,3% jugent favorablement la réponse de l'UCA (contre 21,3% qui la jugent négativement, et 30,4% qui ne savent pas).

Les nombreuses réponses « je ne sais pas » témoignent de cette difficulté de la population sondée à émettre un avis sur des dispositifs concrets et existants mais aussi sur la « politique sociale et environnementale » générale de l'UCA dont elle maîtrise peu la teneur.

Une expertise limitée

Cette difficulté peut s'expliquer notamment par une expertise qui apparaît limitée. Certains champs de la transition écologique et sociétale apparaissent encore en dehors du champ de compétence des répondant-es, notamment sur les questions qui sont moins prégnantes au quotidien. Ainsi :

- 47,3% ne savent pas s'il existe une politique environnementale spécifique à leur service ;
- 82% n'ont jamais suivi de formation sur les questions de développement durable et responsabilité sociétale spécifiques à leur corps de métier ;
- 89,2% n'ont pas connaissance de critères d'achats responsables qu'utilise ou pourrait utiliser l'UCA.

La question de la formation apparaît ainsi comme un enjeu central, afin d'outiller les personnels de l'Université tant dans leur quotidien de travail, mais également en tant que citoyen-ne.

Une volonté de montée en compétence différenciée

Les volontés de formation sont différenciées selon les enquêté-es. Ainsi, parmi les personnels n'ayant jamais suivi de formation, 55,8% des personnes déclarent souhaiter être formées sur les questions de développement durable et de responsabilité sociétale. Il existe néanmoins des différences au sein de ce groupe. Par exemple, les femmes sont plus nombreuses à souhaiter être formées (61,5% contre 49,8% des hommes). Le personnel administratif et technique est également plus demandeur de formation (61,1%) que le personnel d'enseignement et de recherche (48,4%). On retrouve d'autres différences notables, notamment en fonction de sa structure d'appartenance. (cf. figure 7)

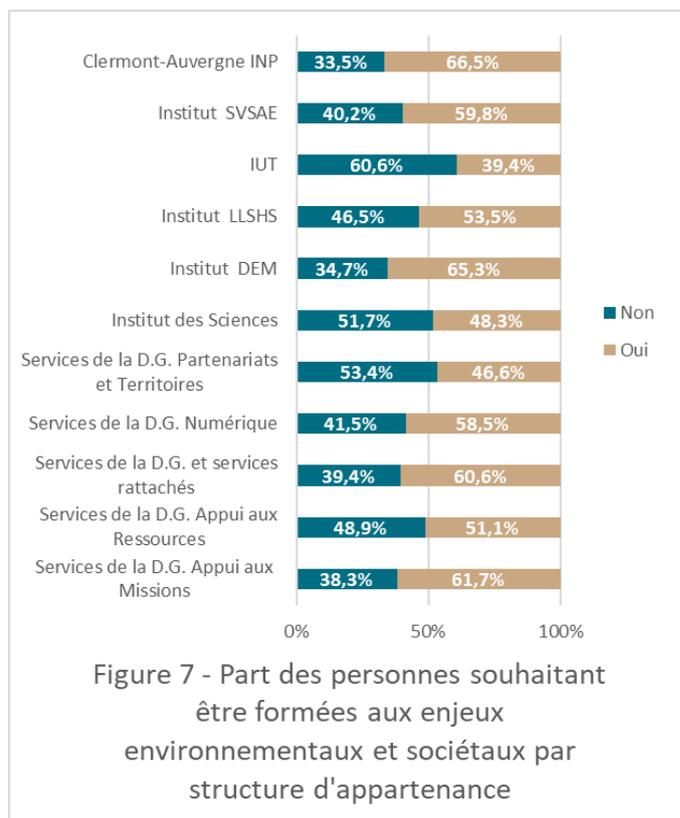


Figure 7 - Part des personnes souhaitant être formées aux enjeux environnementaux et sociétaux par structure d'appartenance

Question : « Souhaitez-vous que l'université vous forme sur ces thématiques [environnementales et sociétales] ? » croisé avec la structure d'appartenance. (n = 1092)

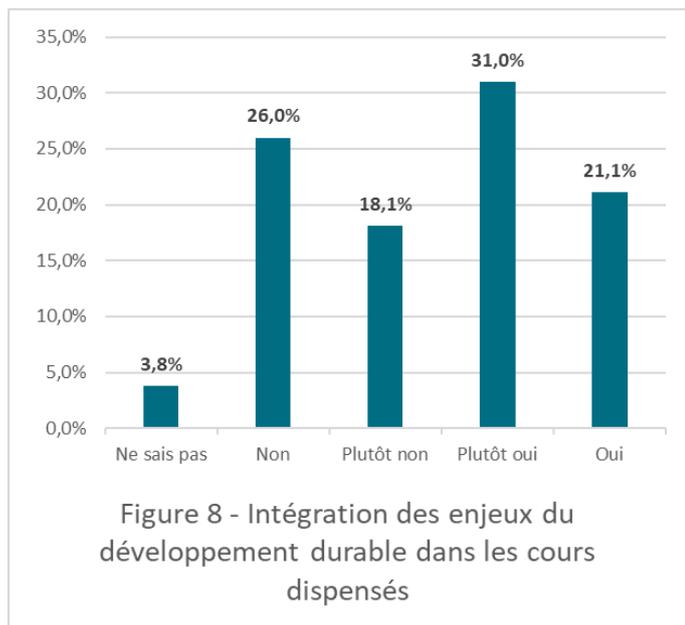
Lecture : Parmi les répondant-es appartenant à l'IDEM et n'ayant jamais eu de formation aux enjeux environnementaux et sociétaux, 65,3% souhaitent être formés à ces enjeux.

Le fait de suivre une formation semble favoriser l'approfondissement de l'apprentissage. Parmi les personnes ayant déjà suivi une formation, 62% souhaitent ainsi l'être à nouveau, soit légèrement que les personnes n'ayant jamais été formées. De la même manière que pour ces dernières, on retrouve de nombreuses disparités : en fonction du genre (66% de femmes souhaitant être plus formés contre 56,5% des hommes), du profil de contrat (65,9% des contrats pérennes contre 53,2% des contrats temporaires), etc.

Une communauté d'enseignement et de recherche partagée sur la transition écologique et sociétale

Au-delà des volontés de formation, on retrouve un partage de la communauté d'enseignement et de recherche sur l'intégration des enjeux de transition dans leur manière de travailler.

Ainsi, la part de la communauté enseignante intégrant les enjeux du développement durable dans leurs cours est à peu près égale à celle ne le faisant pas. (cf. figure 8)

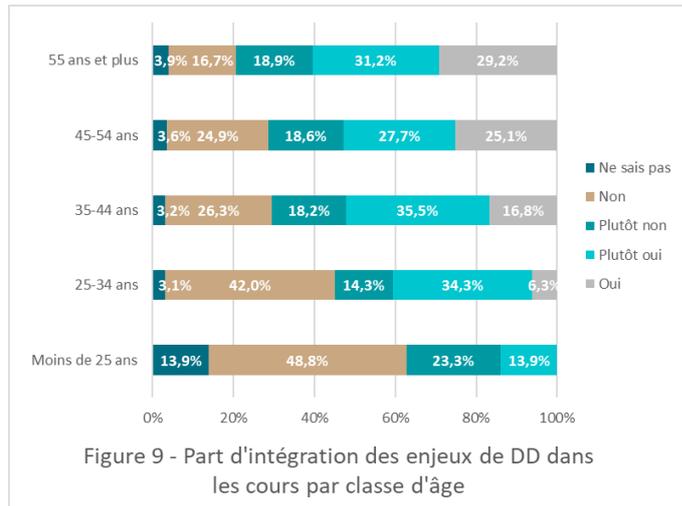


Question : « Intégrez-vous les enjeux liés au développement durable dans les cours que vous dispensez ? » (n = 609)

Lecture : 21,1% des répondant-es ayant une activité d'enseignement déclarent intégrer les enjeux du DD au sein de leurs cours.

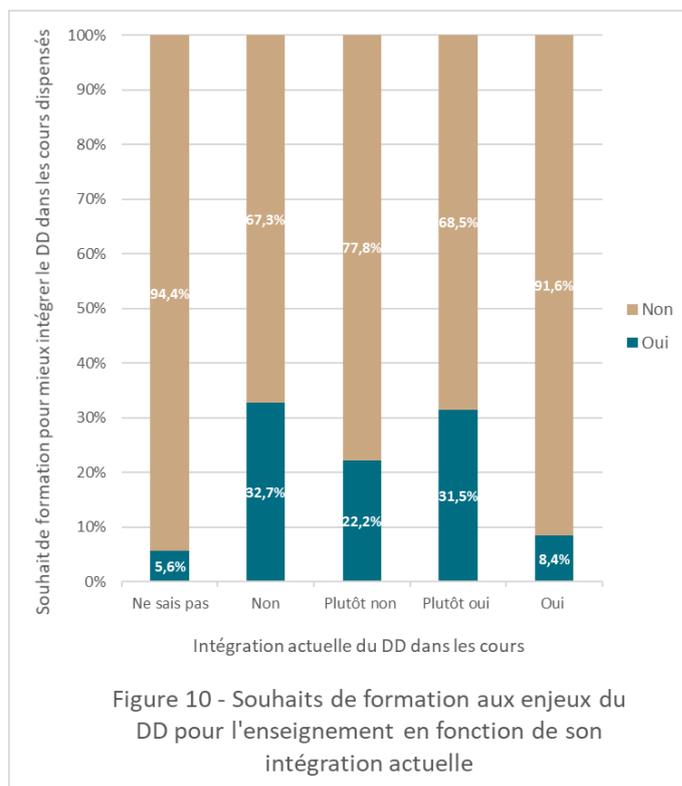
On retrouve ici une disparité par classe d'âge, notamment entre les personnes de moins de 34 ans et celles de plus de 35 ans, avec un taux d'intégration de ces enjeux qui est le plus élevé pour les personnes de 55 ans et plus (cf. figure 9). Plusieurs hypothèses peuvent expliquer ce résultat : manque de compétences et/ou connaissances liées au développement durable, absence de légitimité pour aborder ces sujets chez les jeunes enseignant-es, volonté de se concentrer dans un premier temps sur une approche disciplinaire « conventionnelle », absence de lien perçu avec la matière enseignée, etc.

Pour autant, la communauté enseignante souhaite être relativement peu formée sur ces thématiques. Quel que soit le niveau d'intégration actuelle des enjeux du DD dans les cours, plus de deux tiers des personnes ne souhaitent pas être formées, les personnes l'intégrant déjà aujourd'hui le souhaitant le moins. (cf. figure 10)



Question : « Intégrez-vous les enjeux liés au développement durable dans les cours que vous dispensez ? » (n = 609)

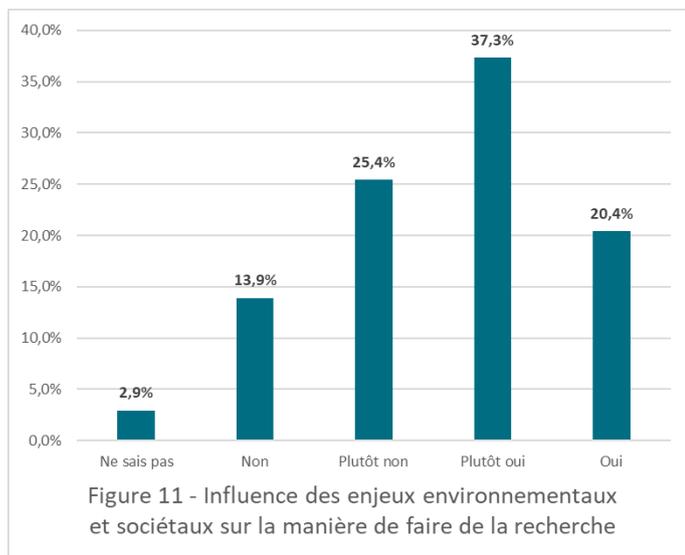
Lecture : Parmi les répondant-es de 55 ans et plus ayant une activité d'enseignement, 29,2% intègrent pleinement le développement durables dans leurs cours.



Question : « Ressentez-vous le besoin d'être formé-e ou mieux formé-e pour intégrer ces enjeux [de DD] dans vos cours ? », croisé avec les réponses d'intégration actuelle du DD dans les cours. (n = 609)

Lecture : parmi les personnes ayant répondu « plutôt oui » au fait d'intégrer le DD dans leurs cours actuels, 31,5% ressentent un besoin de formation pour mieux prendre en compte ces enjeux dans leurs cours.

En ce qui concerne la recherche, on constate une influence conséquente des enjeux environnementaux et sociétaux sur la manière de travailler et produire de la recherche. Environ 55% des personnels faisant de la recherche font état d'une incidence de ces problématiques sur leur travail, contre environ 38% qui ne sentent pas ou peu influencé-es (cf. figure 11). Il est à noter le faible taux de réponse de personnes ne sachant pas répondre à cette question.



Question : « Diriez-vous que les enjeux environnementaux et sociétaux ont influencé votre manière de penser et faire de la recherche ? » (n = 588)

Lecture : Parmi les répondant-es ayant une activité de recherche, 14,3% estiment que non, les enjeux environnementaux n'ont pas influencé leur manière de faire de la recherche.

Pour autant, parmi cette même population, alors qu'environ 55% des personnes se sentent influencées par ces enjeux, seul 41% mettent effectivement en place des critères de développement durable dans la conception de leurs projets de recherche (cf. tableau 2). Il y a ici une marge de manœuvre d'accompagnement importante pour une meilleure prise en compte de ces enjeux dans les projets de recherche, a minima des personnes qui sont déjà sensibles à ces enjeux.

Tableau 2 – Intégration de critères de DD par niveau d'influence de ces enjeux

| | | Influence des enjeux environnementaux et sociétaux | Ne sais pas | Non | Plutôt non | Plutôt oui | Oui | Total général |
|-------------------------------|-----|--|-------------|------|------------|------------|------|---------------|
| Intégration de critères de DD | Non | 81% | 86% | 81% | 52% | 24% | 59% | |
| | Oui | 19% | 14% | 19% | 48% | 76% | 41% | |
| Total général | | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | |

Question : « Mettez-vous en place des critères de développement durable dans la conception de vos projets de recherche ? » (n = 588), croisé avec les réponses à la question « Diriez-vous que les enjeux environnementaux et sociétaux ont influencé votre manière de penser et faire de la recherche ? »

Lecture : Parmi tous les répondant-es ayant répondu « non », les enjeux environnementaux et sociétaux n'influencent pas leur manière de faire de la recherche, 14% mettent néanmoins en place des critères de DD dans la conception de leurs projets de recherche.

De manière peut-être paradoxale, des personnes ne se sentant pas influencées (« non » ou « plutôt non »), sont respectivement 14% et 19% à intégrer des critères de développement durable dans leurs projets de recherche. Des raisons réglementaires, provenant des financeurs, peuvent expliquer ces chiffres. Néanmoins, les raisons qui poussent les chercheur-euses à intégrer ou non des critères environnementaux et/ou sociétaux seraient à étudier plus en détail.

Conclusion

Le portrait dressé par cette enquête montre que, dans l'ensemble, les personnels de l'Université se sentent concernés par les enjeux environnementaux et sociaux. Derrière ce constat, il y a néanmoins de nombreuses disparités, que ce soit dans la formation, la prise en compte de ces enjeux dans le quotidien professionnel, mais aussi dans l'accès à l'information de ce qui est ou peut-être fait à l'Université.

Cette enquête répond à l'objectif, qui est celui de fournir une photographie à un instant donné de la perception des personnels des enjeux environnementaux et sociétaux, afin d'orienter la construction du Schéma Directeur Développement Durable et Responsabilité Sociétale.

Evidemment, cette étude est parcellaire et contient des limites intrinsèques à l'outil employé. Il ne faut pas chercher à en déduire un discours généraliste, mais bien continuer à explorer, derrière ces résultats, les spécificités, les raisons, qui poussent les personnels à répondre et agir comme tel au sein de l'établissement. Cette enquête apporte des pistes de réflexions intéressante et permettra à l'avenir d'évaluer les progrès et actions menés.

Glossaire

ADEME : Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie

BIATSS : Personnels des Bibliothèques, Ingénieur-es, Administratif-ves, Techniques, Sociaux et de Santé

DD : Développement Durable

DD&RS : Développement Durable et Responsabilité Sociétale

IDEM : Institut Droit, Économie, Management

IDS : Institut des Sciences

ILLSHS : Institut Lettres, Langues, Sciences Humaines et Sociales

INP : Institut National Polytechnique Clermont Auvergne

ISVSAE : Institut Sciences de la Vie, Santé, Agronomie, Environnement

IUT : Institut Universitaire de Technologie

QVCT : Qualité de Vie et Conditions de Travail

RSU : Rapport Social Unique

SDES : service statistique du ministère de la Transition écologique